

CONSIDÉRANT QUE LE CLAN PRÉSIDENTIEL A INSTALLÉ UNE MONARCHIE

# Mohamed-Tahar Yala appelle à l'arrêt du processus électoral

**Candidat à la candidature avant d'annoncer son retrait, Mohamed-Tahar Yala appelle à l'arrêt du processus électoral. Il se dit contre les révoltes et les coups d'Etat qui sont «contreproductifs» et s'insurge contre le clan du pouvoir prêt à tout pour se maintenir. L'armée, dit-il, a cessé d'être faiseuse de rois depuis que «le dernier roi l'a phagocytée».**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Ni coup d'Etat, ni révolte. Le général Yala leur préfère une large mobilisation populaire qui puisse aboutir à l'arrêt du processus électoral. Il se dit contre un boycott passif mais ne tourne pas le dos aux partis politiques et personnalités qui ont appelé au boycott. Il considère qu'ils sont sur la bonne voie et dit ne pas écarter l'éventualité de les rejoindre après «un travail d'approche». Il rend hommage aux jeunes de tous bords qui investissent la rue pour dire non au fait accompli.

En appelant les larges pans de la société à se mobiliser et les anciens de l'ANP à s'opposer, le général Yala affirme ne pas lancer d'appels à l'insubordination ni au coup d'Etat mais dit s'adresser à tous ceux qui partagent certains dénominations communs et qui sont en mesure de mettre un terme à la «paralysie générale». Il certifie que l'arrêt de ce processus ne

pouvait avoir les conséquences qu'avait eues ce même arrêt au début des années 1990.

Pour le général Yala, il y a aujourd'hui un clan de prédateurs d'un côté et l'Algérie avec sa composante humaine de l'autre côté. Ce clan acceptera-t-il de partir sans violence ? Il répond que c'est l'essence même de l'appel qu'il a lancé aux véritables décideurs. Ils sont un peu «bridés» cependant, déplore-t-il.

Invité du forum de *Liberté*, il a adressé une mise en garde à tous ceux qui menacent les adeptes du boycott. Il leur signifie qu'ils ne lui faisaient nullement peur et qu'il était même prêt au sacrifice suprême. C'est un discours sans concession qu'a développé le général Yala hier.

Réagissant aux propos de ceux qui avaient fustigé les personnalités et les partis ayant opté pour le boycott il a déclaré que leurs menaces s'adressaient à l'en-

semble du peuple algérien. Le général Yala rend hommage à ceux qui s'opposent au système «anti-national». Sans s'opposer au quatrième mandat, il appelle à une interruption du processus électoral. Pourquoi ? Il estime que la Constitution permettait de se présenter sans limite puisque la non-limitation des mandats avait été approuvée en 2008 par ce qu'il qualifie de viol qui n'avait fait réagir personne à l'époque. Ce qu'il conteste, c'est la fraude généralisée à commencer par les conditions mêmes ouvrant droit à la candidature. C'est le cas en ce qui concerne le certificat médical exigé pour tout candidat mais aussi en ce qui concerne le parti-pris de l'administration sans lequel le président sortant, dit-il, ne dépassera pas le score de 10%. Il affirme avoir appris de source autorisée que le président sortant n'était pas en mesure «d'aligner deux idées».

L'avenir au-delà du 17 avril, il l'imagine fait de statu quo et de situation de pré-révolte qui risque de mener le pays vers la somalisation puisque toutes les dérives seront permises. Ce qui conforte, dit-il, la



Mohamed-Tahar Yala.

Photo : DR.

thèse selon laquelle le clan agit «comme si l'Algérie était son patrimoine privé», signifiant de la sorte la «fin de la République».

N. I.

## APPELS AU BOYCOTT ÉLECTORAL

# L'impact plus fort en Kabylie et Alger

**Le Président-candidat et à sa suite son Premier ministre ont appelé à voter massivement à l'élection présidentielle du 17 avril. Chez eux, la crainte d'une forte abstention est sérieusement préoccupante. L'appel au boycott pourrait trouver un large écho, notamment en Kabylie où les partis à faible ancrage dans la région restent hors course.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Incontestablement, l'enjeu de l'élection présidentielle prochaine est également autour de la participation, autrement dit autour de l'abstention.

La candidature de Bouteflika étant délégitimée du fait de la maladie, l'électorat, qui n'est dupe de rien, notamment du coup de force électoral en préparation, ne s'empressera pas dans les isolements la journée du 17.

Personne ne s'illusionne sur le résultat d'une élection jouée d'avance et dans

laquelle le système, soucieux de sa seule pérennité, aligne un candidat impotent.

Cette candidature n'a d'ailleurs pas manqué de provoquer une cascade de retraits de la course et le renforcement du rang des appelants au boycott du scrutin, une option inaugurée par le RCD avant qu'elle ne soit épousée par le MSP, Jil Jadid et d'autres partis et personnalités.

L'appel au boycott actif sera assurément entendu, puisque non seulement il est partagé mais parce qu'il procède d'une démarche poli-

tique légitime. Et, fort probablement, ce sera en Kabylie et à Alger qu'il trouvera sa plus forte expression, tant est que c'est là que, traditionnellement, les taux de participations aux élections sont les plus faibles. A plus forte raison avec la décision du boycott à laquelle s'est rendu le RCD et la non-participation du FFS.

La non-implication de ces deux partis dans la course électorale aura assurément une grande incidence sur le taux de participation électorale. Les relais, rachitiques, du pouvoir dans la région n'y pourront rien. N'y pourront rien également des partis comme le MPA qui soutiennent la candidature de Bouteflika. Aux législatives de mai 2012, le parti d'Amara Benyoune était

sorti avec un score électoral médiocre. Il lui sera certainement difficile de convaincre d'aller voter et encore moins au profit du candidat Bouteflika, un candidat qui sera absent de sa campagne électorale.

La même difficulté à mobiliser l'électorat sera également éprouvée par les autres participants au scrutin présidentiel.

Quoi qu'ils fassent, il leur manquera l'argument qui convaincra d'une élection transparente.

Le parti-pris de l'administration au profit du candidat Bouteflika, un fait relevé également par le candidat Benflis, augure d'une compétition tronquée. Ce qui renforcerait inévitablement l'abstention électorale.

S. A. I.

## M<sup>e</sup> KSENTINI PERSISTE ET SIGNE

# Le boycott relève d'une «expression négative»

**M<sup>e</sup> Farouk Ksentini persiste et signe : ceux qui s'opposent au 4<sup>e</sup> mandat pour le président de la République agissent, selon lui, contre et en dehors de la Constitution, la loi fondamentale du pays qu'il faut respecter tant elle vous permet de candidater.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Sauf que le président de la Commission nationale de la protection et de la promotion des droits de l'Homme n'a pas cru utile d'aller au-delà de cet aspect, par ailleurs connu de tous et mis en avant par des personnalités et hommes politiques bien avant lui. Il a superbement, de ce fait, passé sous silence les conditions d'éligibilité de tout candidat, notamment celle liée à l'état de santé du premier magistrat du pays dont cette quatrième candidature par procuration

a tout l'aspect d'un fait inédit. Il est vrai que son interviewer, un consœur de la Chaîne III de la Radio nationale dont il était l'invité hier matin, n'a pas été au bout.

«Comment voulez-vous que quand la Constitution vous permet de vous présenter, qu'il y ait des gens qui veulent s'y opposer ? On ne peut pas aller contre la Constitution, la loi fondamentale du pays», dira-t-il. Et de s'ériger en donneur de leçons en professant que «lorsque je n'aime pas un candidat, je ne vote pas pour lui, je m'abstiens ou je vote pour son concurrent, son adversaire. Je ne peux pas lui demander décemment de s'abstenir de se présenter. C'est une demande irrecevable dans le fond et dans la forme. Seuls les électeurs décideront».

Pour le président de la CNPPDH, le

boycott relève d'une expression négative, lui qui professe encore que «la démocratie exige qu'on aille voter».

Et quid du droit de manifester ? M<sup>e</sup> Ksentini estime qu'il faut respecter la loi qui interdit de manifester «même si elle est mauvaise et injuste. L'ordre public est important». Et d'ajouter que «ce n'est pas une démarche démocratique que d'entreprendre délibérément de violer la loi. Il faut faire de telle sorte qu'elle soit changée. Cela relève du civisme».

Il mettra en avant la nécessité de «changer» cette loi, en conseillant d'agir «auprès du législateur qu'il faudra sensibiliser pour des abrogations comme cela se passe dans tous les pays démocratiques. Il y a possibilité de changement».

M. K.

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE Derouaz soutient Benflis

L'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports et ancien entraîneur du Sept national apporte son soutien au candidat à l'élection présidentielle du 17 avril prochain, l'ex-secrétaire général du FLN, Ali Benflis.

Dans une déclaration rendue publique hier dimanche, Mohamed-Aziz Derouaz justifie ce choix qu'il n'a fait que renouveler, lui qui a apporté sa caution au même candidat en 2004, par son engagement militant, d'abord sportif puis politique, rappelant sa participation aux élections législatives de décembre 1991, «lorsque notre pays était déjà menacé», et qui a toujours été motivé par le sens du devoir», écrit-il.

Cette caution renouvelée est indépendante de toute relation partisane puisque «armé de beaucoup de conviction que je faisais une rupture avec une démarche que j'avais aussi partagée et qui avait conditionné l'opinion en 1999», précise-t-il.

A cette époque, ajoute-t-il, «il était clair pour celles et ceux qui avaient l'Algérie dans leur cœur et leurs tripes que notre pays bien-aimé était dirigé vers une dérive, laquelle, touchant l'ensemble des secteurs du développement national, ôtait progressivement l'espoir de la population, tous âges et classes confondus, de rentabiliser la sortie de crise des années 1990 durablement, et voir inscrire la Nation dans le groupe des pays dits émergents».

Pour lui, la situation s'est aggravée, d'où, et en patriote sincère, sa conviction du danger majeur qui guette notre pays si «rien ne change». Et surtout du «devoir d'agir et de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour participer à préserver la nation des fléaux qui la gangrènent».

Derouaz, qui dit ne pas croire en l'homme providentiel, soutient que Benflis est «l'homme de la situation, l'homme qu'il faut pour ce prochain mandat présidentiel, celui nécessaire pour sortir l'Algérie du marasme dans lequel elle est plongée, l'homme de la transition démocratique et de l'élaboration d'une Constitution participative qui devienne enfin le texte respecté et intouchable Qui doit refonder l'Etat algérien».

K. M.